

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 03/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DPHS (DEPOT PETROLIER DE HAUTE SAVOIE)**

76 RUE D'AMSTERDAM  
75009 Paris

Références : [20251014-RAP-DPHS-VF-2](#)  
Code AIOT : 0006104533

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement DPHS (DEPOT PETROLIER DE HAUTE SAVOIE) implanté 4 rue de la Bouverie 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DPHS (DEPOT PETROLIER DE HAUTE SAVOIE)
- 4 rue de la Bouverie 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104533
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Haute-Savoie (DPHS), situé sur la commune d'Annecy, est une installation classée Seveso seuil haut dédiée au stockage de liquides inflammables (essence, gazole, fioul domestique, éthanol). Alimenté par pipeline (SPMR), le site comprend 14 réservoirs aériens répartis dans 3 cuvettes de rétention, conçues pour garantir une sécurité maximale conformément à la

réglementation ICPE. Classé parmi les sites à haut risque, le DPHS est soumis à des exigences strictes en matière de prévention des risques technologiques et environnementaux, incluant un Plan d'Opération Interne (POI) et des mesures de lutte contre l'incendie renforcées.

## **Thèmes de l'inspection : AN25 Perte d'utilités**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Demande d'action corrective	1 mois
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande d'action corrective	sous un an

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Afin de s'assurer de la fiabilité complète du système de secours, il est demandé à l'exploitant d'organiser un test global permettant de valider que :

- la PAE déclenche effectivement le démarrage automatique du groupe électrogène ;
- le groupe électrogène assure correctement l'alimentation électrique des MMR pendant toute la durée requise.

L'exploitant indiquera les garanties dont il dispose de la part de son prestataire (contrat d'intervention) pour garantir une réalimentation de sa cuve de fioul en cas de sinistre prolongé.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a détaillé les alimentations du site. <b>Alimentation électrique du site (en fonctionnement normal)</b> Le site est alimenté par une ligne haute tension (HT) de 20 kV. Le transformateur HTA/BT a été rénové pour permettre à Enedis (ex-EDF) d'effectuer des interventions depuis l'extérieur du site, sans nécessiter d'accès aux installations internes. <b>Système de secours et continuité d'alimentation (en cas de perte des alimentations électriques)</b> En cas de perte des alimentations électriques (PAE), la continuité de service est assurée par un système qui fonctionne en série : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Batteries et onduleurs :</b><ul style="list-style-type: none"><li>• Deux onduleurs (convertissant le courant continu (DC) en courant alternatif (AC) à 230 V / 50 Hz) prennent automatiquement le relais.</li><li>• Ce basculement instantané (sur perte de tension) garantit l'absence de micro-coupures pendant 1 heure, le temps de démarrer le groupe électrogène.</li><li>• <i>Remarque :</i> Les onduleurs alimentent prioritairement les MMR et autres équipements critiques (détails ci-dessous).</li></ul></li><li>• <b>Groupe électrogène de secours :</b><ul style="list-style-type: none"><li>• Un groupe électrogène diesel démarre automatiquement pour assurer une alimentation prolongée (jusqu'à 13 heures).</li><li>• Au-delà de cette durée, le DPHS contacte un prestataire externe (Vallier) pour réapprovisionner la cuve de fioul (capacité actuelle : 200 litres).</li></ul></li></ul> <b>Équipements prioritaires alimentés en secours</b> Le système de secours alimente en priorité les MMR le nécessitant (les vannes à sécurité positive se mettent en position sûre en cas de PAE) : <ul style="list-style-type: none"><li>• Détection hydrocarbure liquide / vapeur</li><li>• Détection hydrocarbure liquide / vapeur</li><li>• Sonde anti-débordement</li><li>• Sondes NH (Niveau Haut) et NTH (Niveau Très Haut)</li><li>• L'automate de sécurité et l'automate de réception LARCO</li></ul> <b>D'autres équipements sont également secourus :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les moyens de communication (téléphonie, radio, systèmes d'appel) ;</li><li>• Les systèmes d'alarme (incendie, intrusion, technique) ;</li><li>• L'éclairage de sécurité et les circuits vitaux ;</li><li>• Les systèmes informatiques critiques.</li></ul> La PAE n'entraîne pas d'autres pertes d'utilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]
<b>Constats :</b> La permanence de la fourniture des utilités est assurée par l'alimentation en cascade (voir fiche n°1) déjà décrite.  <b>Stratégie de l'exploitant pour la gestion des coupures électriques</b> L'exploitant a formalisé sa stratégie dans <b>deux documents de référence</b> : <ol style="list-style-type: none"><li>1. La fiche réflexe n°5 :<ul style="list-style-type: none"><li>• Intitulé : « Perte d'alimentation EDF ».</li><li>• Objectif : Définir les actions immédiates à engager en cas de coupure du réseau électrique principal (renvoi vers les procédures d'urgence, basculement sur les sources de secours, etc.).</li></ul></li><li>2. La consigne interne :<ul style="list-style-type: none"><li>• Intitulé : « Gestion du dépôt en cas de perte d'alimentation électrique ».</li><li>• Date de mise à jour : 04 avril 2023.</li><li>• Contenu : Détaille les mesures organisationnelles et techniques</li></ul></li></ol> <b>L'inspection a noté que :</b> <ol style="list-style-type: none"><li>1. La coupure de force motrice de SPMR (qui alimente le site en carburant) n'est assurée que si un contact téléphonique est établi. En cas de PAE, les vannes de sortie des bacs se mettent en position fermée (sécurité positive). Aussi pourrait-il être étudiée la possibilité d'un arrêt automatique de la force motrice (côté SPMR) suite à un signal PAE ;</li><li>2. La consigne n'intègre pas une vérification exhaustive du caractère opérationnel de l'ensemble des équipements importants pour la sécurité (dont les MMR) en cas de PAE, par exemple via des rondes.</li></ol>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il conviendra que l'exploitant étudie la possibilité d'intégrer : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans la fiche réflexe, la coupure de la force motrice SPMR via l'arrêt d'urgence du site (si un contact n'est pas établi) ;</li><li>• dans la consigne, une vérification exhaustive du caractère opérationnel de l'ensemble des équipements importants pour la sécurité (dont les MMR), via des rondes d'équippers notamment.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 [... ] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]
<b>Constats :</b> L'étude de dangers de 2022 prévoit les dispositions suivantes : Une coupure électrique conduit aux événements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'automate de réception est alimenté par l'onduleur</li><li>• Les sondes de niveaux se mettent en alarme.</li><li>• La réception par pipeline (SPMR) est arrêtée.</li><li>• Les clapets de sortie de bacs et les vannes des bras au poste de chargement camions se ferment (sécurité positive)</li><li>• Toutes les pompes s'arrêtent.</li><li>• Les détecteurs (hydrocarbures, sondes anti-débordement) l'automate DCI et la motorisation DCI sont alimentés par l'onduleur (jusqu'au démarrage des groupes électrogènes)</li><li>• La ligne téléphonique est maintenue.</li></ul> En cas de coupure prolongée de l'alimentation électrique, le groupe de secours (groupe électrogène) démarre automatiquement pour prendre le relais des onduleurs. Ce groupe de secours démarre sur batterie. Si cette coupure prolongée survient en l'absence du personnel du dépôt (gardiennage), un membre du personnel du dépôt d'astreinte est sur place en moins de 30 minutes. Le groupe électrogène permet également d'assurer l'éclairage des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné. L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : -les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification

<p>ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li> <li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé que les contrôles à effectuer en cas de PAE sont définis dans la consigne interne "<i>Gestion du dépôt en cas de perte d'alimentation électrique</i>".</p> <p><b>Vérification par l'inspection auprès d'un opérateur</b></p> <p>Un opérateur a été interrogé sur sa maîtrise des procédures et des équipements critiques. Les éléments suivants ont été confirmés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sa connaissance des procédures :</li> <li>• Il connaît la procédure de mise en sécurité, sait où la trouver (ex. : classeur sécurité en salle de contrôle) et est capable de la mettre en œuvre.</li> <li>• Sa connaissance de la localisation des équipements critiques notamment le dispositif de démarrage manuel du groupe électrogène.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt. En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement. Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant. L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité). Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »
<b>Constats :</b> Le site est réalimenté via les onduleurs et les groupes électrogènes. L'autonomie de ces derniers est de 13 heures (limitée par la capacité de la cuve de fioul). L'exploitant peut toutefois, via son prestataire Vallier, réalimenter rapidement cette cuve.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »
<b>Constats :</b> La liste des équipements secourus est rappelée dans la fiche n°1. Un plan a été présenté et permet d'identifier la localisation des principaux équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué (voir aussi les points précédents) que le groupe électrogène permet d'assurer une alimentation électrique du dépôt (notamment des MMR) pendant 13 heures, avec une possibilité de prolonger cette autonomie en réalimentant la cuve à fioul. Toutefois, cela dépend de la réactivité de ce dernier prestataire.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il conviendra que l'exploitant précise les garanties qu'il dispose vis-à-vis de ce prestataire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés. Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement. Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie. Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué les points suivants : 1. Groupe électrogène Les essais de démarrage du groupe électrogène sont réalisés hebdomadairement. Le compte rendu, présenté par l'exploitant, de l'essai du 9 janvier 2025 a révélé une anomalie mineure : un voyant était défaillant. Une investigation complémentaire est en cours afin d'en déterminer la nature exacte, d'évaluer sa criticité et de définir les actions correctives nécessaires.

Par ailleurs, la vérification des batteries est systématiquement effectuée lors des essais hebdomadaires. Le dernier remplacement date de 2023, et la périodicité de renouvellement est définie en accord avec les préconisations du constructeur.

## 2. Onduleurs

Les contrôles visuels des onduleurs sont assurés par l'exploitant tous les six mois, tandis que les contrôles techniques sont confiés au prestataire RIELLO, selon la même fréquence. Le dernier contrôle, effectué le 26 juin 2025, a confirmé la conformité de l'installation.

Le renouvellement des batteries a été réalisé en 2025, dans le respect des intervalles recommandés par le fabricant.

La fiche de maintenance n°6 permet de tester le bon fonctionnement de l'onduleur de tension en validant deux points critiques :

- le démarrage automatique du groupe électrogène en cas de coupure du réseau électrique principal ;
- le basculement effectif de l'onduleur en mode secours.

L'inspection a fait remarquer que, dans le test actuel, la vérification de la disponibilité de la MMR n'est pas faite.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de s'assurer de la fiabilité complète du système de secours, il est demandé d'organiser un test global permettant de valider que :

- la PAE déclenche effectivement le démarrage automatique du groupe électrogène ;
- le groupe électrogène assure correctement l'alimentation électrique des MMR pendant toute la durée requise.

Ce test permettra de confirmer l'efficacité de l'ensemble de la chaîne de secours, depuis la détection de la coupure jusqu'à la reprise normale des opérations critiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** sous un an